



**PRÉFET
D'EURE-
ET-LOIR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PRÉFECTURE/Direction de la Citoyenneté
Bureau des Procédures Environnementales

mel : pref-environnement@eure-et-loir.gouv.fr

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE en application de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement

**de respecter les prescriptions applicables aux installations de revêtement métallique
ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique sur la commune de**

Lucé

société HYDRO EXTRUSION LUCE/CHÂTEAUROUX (site Lucé 1)

(n° AIOT : 0010000243)

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement annexée à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement ;

VU la Loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les Administrations ;

VU le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Hervé JONATHAN, en qualité de Préfet d'Eure-et-Loir, à compter du 21 août 2023 ;

VU l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2560 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n°204 délivré le 26 janvier 1983 à la société ALUMINIUM ALCAN DE FRANCE à exploiter, notamment, une installation de fusion de l'aluminium implanté 42 rue de Beauce sur le territoire de commune de Lucé ;

Page 1 sur 3



VU la déclaration de changement d'exploitant du 1^{er} janvier 1994 de la société ALCAN au profit de la société HYDRO ALUMINIUM EXPAL ;

VU la déclaration de changement d'exploitant du 1^{er} juillet 2003 de la société HYDRO ALUMINIUM EXPAL au profit de la société HYDRO ALUMINIUM EXTRUSION FRANCE ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 03 février 2011 relatif aux rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique de la société HYDRO ALUMINIUM EXTRUSION FRANCE prescrivant la surveillance initiale de ces rejets, dit arrêté « RSDE » ;

VU le récépissé de changement d'exploitant du 05 mars 2014 actant le changement de dénomination sociale de la société HYDRO ALUMINIUM EXTRUSION FRANCE au profit de la SAS SAPA PROFILES NORD/OUEST ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 septembre 2015 ordonnant à la SAS SAPA PROFILES NORD/OUEST de respecter les prescriptions applicables aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 décembre 2016 portant prescriptions applicables pour les rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique de la société SAPA PROFILES NORD/OUEST (2^{ème} phase surveillance pérenne et programme d'actions) ;

VU la déclaration de changement de dénomination d'exploitant de 2017 de la société HYDRO EXTRUSION/CHÂTEAUROUX LUCE 1 ;

VU l'arrêté préfectoral n°101-2024 du 28 novembre 2024 portant délégation de signature au profit de Madame Agnès BONJEAN, Secrétaire générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier en date du 22 octobre 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

VU le courrier en date du 22 octobre 2025 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant ;

CONSIDERANT que lors de la visite en date du 25 septembre 2025, l'inspection des installations classées a constaté que l'installation ne dispose pas d'un système de détection automatique d'incendie opérationnel ;

CONSIDERANT que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 susvisé ;

CONSIDERANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société HYDRO EXTRUSION/CHÂTEAUROUX LUCE 1 de respecter les prescriptions de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

ARRÊTE

Article 1 – La société HYDRO EXTRUSION/CHÂTEAUROUX LUCE 1 exploitant une installation de fabrication d'aluminium par extrusion sise 42 rue de Beauce sur la commune de Lucé est mise en demeure de respecter, à compter de la notification du présent arrêté :

- les prescriptions de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 susvisé en équipant ses installations d'un dispositif de détection automatique d'incendie dans un délai de 2 mois ;

Article 2 – SANCTIONS

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télé-recours citoyens » accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr>.

La présente décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux auprès du Préfet ou hiérarchique auprès du Ministre compétent qui interrompt le cours de ce délai.


Tout recours (excepté le télé-recours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Article 4 – NOTIFICATIONS-PUBLICATIONS

1. Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.
2. L'arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture d'Eure-et-Loir pendant une période minimale de 2 mois conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement.
3. Une copie de l'arrêté sera adressée à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire.

Article 5 – EXECUTION

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Chartres, le 17 NOV. 2025
Le Préfet
Pour le Préfet,
Le Préfet,
La Secrétaire Générale

Agnès BONJEAN

